

Le 27 mai 2017 le CERCLE DES PROPRIETAIRES a remis à Madame la Ministre Cécile DUFLOT un petit rapport (consultation sur notre site WEB) sur le manque de logements et sur les logements qui ne peuvent plus être loués aux divers locataires.

En page 3 nous évoquons l'abandon de la GRL.

Il a été rappelé, en clair que si elle ne s'oppose pas immédiatement à l'abandon de la GRL par l'assureur, un nombre important de locataires ne pourront plus se loger.

La GRL aurait dû être maintenue et soutenue par le gouvernement qui se disait socialiste.

Il a préféré que les assureurs privés prennent la relève. Résultat le locataire doit avoir un revenu de 3 fois le loyer + charges pour obtenir un logement.

Cette mesure n'est pas accessible à tous.

Avec la GRL le propriétaire avait un revenu garanti lors d'un impayé et l'assurance était gratuite.

Pas de logements vacants.

Il est mentionné dans ce rapport de 2017 que le SOCIAL TUE LE SOCIAL ET AFFAIBLIT L'ECONOMIE (mais pas le social pour loger nos citoyens)

Le CERCLE a aussi fait un rapport de 18 pages en janvier 2018 à Monsieur le Président de la République, information d'une conseillère : le Président a parcouru le rapport mais ne souhaite pas répondre.

Le 21 janvier 2021 un rapport a été adressé au CEA à Monsieur le Président Frédéric BIERRY par l'intermédiaire de Mme la conseillère de Saint-Louis.

C'était une mesure pour aider les locataires lors d'un impayé PAS DE REPONSE

Il faut noter que tous nos rapports sont constructifs

Nos différents entretiens avec divers ministres, ils ne sont pas toujours à l'écoute de la base

Second courrier du CERCLE DES PROPRIETAIRES D'ALSACE

A Monsieur le Député (e)

Les problèmes de l'immobilier ne cessent de se dégrader comme ceux des agriculteurs.

Le gouvernement interdit les augmentations de loyers dans les zones tenues à la dimension de l'inflation.

Par contre nous subissons les augmentations des taxes de façon phénoménale.

Les charges des locataires augmentent suite à l'augmentation des produits de chauffage. Nous enregistrons de plus en plus d'impayés de charges. Le loyer est payé mais pas l'augmentation des charges.

En surplus, le gouvernement va autoriser une augmentation de la facture électrique de 8 à 10 % encore une hausse à subir pour les locataires en difficultés.

Comment encore faire un investissement pour une rénovation énergétique totale avec toutes ces taxes fiscales qui nous égorges.

La France investit énormément dans **le social**, mais oublie nos citoyens locataires.

Nous sommes une association bénévole et comprenons que la dette de l'Etat est trop importante et qu'une réduction s'impose. Il y a beaucoup de possibilités d'économies.

Comme dit, par un ministre nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde. Il faut des logements, réquisition des logements vacants contre la volonté des propriétaires, contre un loyer et une garantie d'entretien, des soins, des repas, et une indemnité pécuniaire etc.

Tout cela à la charge de seulement 50 % de citoyens.

Nous sommes devant une crise insurmontable, car notre système social trop généreux, le gouvernement se verra de devoir accueillir encore **des milliers de personnes par mois**.

Je vous invite de prendre en considération l'appel en détresse du propriétaire bailleur et du locataire.

